

Décision n° 2016-1524
de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes
en date du 22 novembre 2016
autorisant la société Orange à utiliser des fréquences dans les bandes 800 MHz,
1800 MHz, 2,1 GHz et 2,6 GHz à La Réunion et à Mayotte et modifiant les décisions
n° 2006-0141 et n° 2008-0398

AVERTISSEMENT

Le présent document est un document public.
Les données et informations protégées par la loi sont présentées
de la manière suivante : [SDA]

L'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ci-après « l'Arcep »),

Vu la directive 2002/20/CE modifiée du Parlement européen et du Conseil du 7 mars 2002 relative à l'autorisation de réseaux et de services de communications électroniques ;

Vu la directive 2002/21/CE modifiée du Parlement européen et du Conseil du 7 mars 2002 relative à un cadre réglementaire commun pour les réseaux et services de communications électroniques ;

Vu la décision 2008/477/CE de la Commission européenne en date du 13 juin 2008 sur l'harmonisation de la bande de fréquences 2500 - 2690 MHz pour les systèmes de Terre permettant de fournir des services de communications électroniques dans la Communauté ;

Vu la décision n° 2009/766/CE modifiée de la Commission européenne du 16 octobre 2009 sur l'harmonisation des bandes de fréquences de 900 MHz et de 1800 MHz pour les systèmes de Terre capables de fournir des services paneuropéens de communications électroniques dans la Communauté ;

Vu la décision 2010/267/UE de la Commission européenne du 6 mai 2010 sur l'harmonisation des conditions techniques d'utilisation de la bande de fréquences 790 - 862 MHz pour les systèmes de Terre permettant de fournir des services de communications dans l'Union européenne ;

Vu la décision 2012/688/UE de la Commission européenne du 5 novembre 2012 sur l'harmonisation des bandes de fréquences 1920 - 1980 MHz et 2110 - 2170 MHz pour les systèmes terrestres permettant de fournir des services de communications électroniques dans l'Union européenne ;

Vu le code des postes et des communications électroniques (ci-après « CPCE »), notamment ses articles L. 32-1, L. 33-1 ; L. 36-7, L. 42, L. 42-1, L. 42-2, L. 42-3, R. 20-44-9-1 à R. 20-44-9-12, R. 20-44-11 et D. 98-3 à D. 98-13 ;

Vu la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques ;

Vu l'ordonnance n° 2011-1012 du 24 août 2011 relative aux communications électroniques et notamment son article 59 ;

Vu le décret n° 2002-775 du 3 mai 2002 modifié pris en application du 12° de l'article L. 32 du code des postes et télécommunications et relatif aux valeurs limites d'exposition du public aux champs

électromagnétiques émis par les équipements utilisés dans les réseaux de télécommunication ou par les installations radioélectriques ;

Vu le décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 modifié relatif aux redevances d'utilisation des fréquences radioélectriques dues par les titulaires d'autorisations d'utilisation de fréquences délivrées par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu l'arrêté du 18 mars 2013 modifié relatif au tableau national de répartition des bandes de fréquences ;

Vu l'arrêté du 29 janvier 2016 relatif aux modalités et aux conditions d'attribution d'autorisations d'utilisation de fréquences dans la collectivité de La Réunion pour établir et exploiter un réseau radioélectrique mobile ouvert au public, publié le 2 février 2016 au *Journal officiel* de la République française ;

Vu l'arrêté du 29 janvier 2016 relatif aux modalités et aux conditions d'attribution d'autorisations d'utilisation de fréquences dans la collectivité de Mayotte pour établir et exploiter un réseau radioélectrique mobile ouvert au public, publié le 2 février 2016 au *Journal officiel* de la République française ;

Vu la décision n° 2006-0141 de l'Arcep du 31 janvier 2006 modifiée autorisant la société Orange à utiliser des fréquences dans les bandes 900 MHz et 1800 MHz pour établir et exploiter un réseau radioélectrique ouvert au public dans le département de La Réunion ;

Vu la décision n° 2007-0156 de l'Arcep du 15 février 2007 modifiée autorisant la société Orange à utiliser des fréquences dans les bandes 900 MHz et 1800 MHz pour établir et exploiter un réseau radioélectrique ouvert au public dans la collectivité départementale de Mayotte ;

Vu la décision n° 2008-0398 de l'Arcep du 27 mars 2008 modifiée autorisant la société Orange à utiliser des fréquences pour établir et exploiter un réseau radioélectrique terrestre ouvert au public dans des départements et collectivités d'outre-mer ;

Vu la décision n° 2011-0597 modifiée de l'Arcep en date du 31 mai 2011 fixant les conditions d'utilisation des fréquences radioélectriques pour les systèmes de Terre permettant de fournir des services de communications électroniques dans la bande de fréquences 2500 - 2690 MHz ;

Vu la décision n° 2011-0599 modifiée de l'Arcep en date du 31 mai 2011 fixant les conditions d'utilisation des fréquences radioélectriques pour des systèmes de Terre permettant de fournir des services de communications électroniques dans la bande de fréquences 790 - 862 MHz ;

Vu la décision n° 2015-1404 de l'Arcep en date du 3 décembre 2015 proposant au ministre chargé des communications électroniques les modalités et les conditions d'attribution d'autorisations d'utilisation de fréquences à La Réunion pour établir et exploiter un réseau radioélectrique mobile ouvert au public ;

Vu la décision n° 2015-1405 de l'Arcep en date du 3 décembre 2015 proposant au ministre chargé des communications électroniques les modalités et les conditions d'attribution d'autorisations d'utilisation de fréquences à Mayotte pour établir et exploiter un réseau radioélectrique mobile ouvert au public ;

Vu la décision n° 2016-1257 de l'Arcep en date du 11 octobre 2016 relative au résultat de la procédure d'attribution des fréquences dans les bandes 800 MHz, 1800 MHz, 2,1 GHz et 2,6 GHz à La Réunion ;

Vu la décision n° 2016-1258 de l'Arcep en date du 11 octobre 2016 relative au résultat de la procédure d'attribution des fréquences dans les bandes 800 MHz, 1800 MHz, 2,1 GHz et 2,6 GHz à Mayotte ;

Vu la consultation publique intitulée « Outre-mer : nouvelles fréquences, nouveaux enjeux » menée du 17 juillet au 30 septembre 2013 et la synthèse des contributions reçues, publiée le 20 février 2014 ;

Vu le dossier de candidature de la société Orange, déposé le 9 mai 2016 dans le cadre de la procédure d'attribution d'autorisations d'utilisation de fréquences à La Réunion pour établir et exploiter un réseau radioélectrique mobile ouvert au public ;

Vu le dossier de candidature de la société Orange, déposé le 9 mai 2016 dans le cadre de la procédure d'attribution d'autorisations d'utilisation de fréquences à Mayotte pour établir et exploiter un réseau radioélectrique mobile ouvert au public ;

Vu les autres pièces du dossier, notamment les courriers échangés entre la société Orange et l'Arcep dans le cadre des phases de positionnement des procédures d'attribution à La Réunion et à Mayotte ;

Après en avoir délibéré le 22 novembre 2016,

Pour les motifs suivants :

1 Contexte

La présente décision s'inscrit dans le cadre des procédures lancées, sur proposition de l'Arcep, sur le fondement de l'article L. 42-2 du CPCE, par les arrêtés du 29 janvier 2016 susvisés. Ces procédures avaient pour objet l'attribution à La Réunion, d'une part, et à Mayotte, d'autre part, d'autorisations d'utilisation de fréquences dans les bandes 800 MHz et 2,6 GHz, dans lesquelles aucune fréquence n'a encore été attribuée, et dans les bandes 1800 MHz et 2,1 GHz, où des fréquences sont encore disponibles.

L'Arcep a mené l'instruction des dossiers de candidatures reçus conformément aux dispositions des décisions n° 2015-1404 et n° 2015-1405 du 3 décembre 2015 susvisées.

À l'issue de cette phase d'instruction, l'Arcep a, par ses décisions n° 2016-1257 et n° 2016-1258 susvisées, notamment retenu la candidature de la société Orange et défini les portefeuilles de fréquences obtenus par cette dernière, respectivement sur les territoires de La Réunion et de Mayotte.

Au terme de l'annonce de ces résultats, a débuté la phase de positionnement des fréquences attribuées aux lauréats prévue au 5 du document II de l'annexe des décisions n° 2015-1404 et n° 2015-1405 susmentionnées. Dans ce cadre, la société Orange, ainsi que les autres lauréats, ont indiqué leurs préférences s'agissant du positionnement de leurs fréquences au sein des bandes 800 MHz et 2,6 GHz et ont fait part de leurs commentaires sur les propositions qui leur ont été soumises pour le positionnement de leurs fréquences au sein des bandes 1800 MHz et 2,1 GHz.

En application des dispositions de ses décisions n° 2015-1404 et n° 2015-1405 et compte tenu notamment de l'ensemble des préférences et commentaires formulés par les lauréats, l'Arcep retient les positionnements suivants pour les nouvelles fréquences obtenues par la société Orange :

- à La Réunion :
 - le positionnement n° 3 dans la bande 800 MHz ;
 - le positionnement n° 2 dans la bande 2,6 GHz ;
 - le positionnement correspondant aux fréquences des sous-bandes 1710 - 1713 MHz et 1805 - 1808 MHz de la bande 1800 MHz ;

- le positionnement correspondant aux fréquences des sous-bandes 1935,3 - 1940,3 MHz et 2125,3 - 2130,3 MHz de la bande 2,1 GHz ;
- et à Mayotte :
 - le positionnement n° 3 dans la bande 800 MHz ;
 - le positionnement n° 2 dans la bande 2,6 GHz ;
 - le positionnement correspondant aux fréquences des sous-bandes 1730 - 1750 MHz et 1825 - 1845 MHz de la bande 1800 MHz ;
 - le positionnement correspondant aux fréquences des sous-bandes 1935,3 - 1950,1 MHz et 2125,3 - 2140,1 MHz de la bande 2,1 GHz.

Par la présente décision, l'Arcep autorise, en conséquence, la société Orange à utiliser ces nouvelles fréquences.

En complément, la présente décision modifie les décisions n° 2006-0141 et n° 2008-0398 susvisées qui autorisent la société Orange à utiliser des fréquences respectivement dans les bandes 900 MHz et 1800 MHz et dans la bande 2,1 GHz à La Réunion. Les décisions n° 2015-1404 et 2015-1405 susmentionnées prévoient en effet que, concomitamment à la délivrance de nouvelles autorisations d'utilisation de fréquences correspondant aux quantités et positionnement des fréquences obtenus par les lauréats, l'Arcep procède également aux modifications des autorisations déjà délivrées qui seraient nécessaires au vu des résultats de la procédure.

Une phase transitoire d'utilisation des fréquences en plusieurs étapes est prévue dans la bande 1800 MHz, à La Réunion et à Mayotte, afin de laisser aux lauréats le temps de réaliser les réaménagements concernés.

2 Contenu de l'autorisation

L'exercice d'une activité d'opérateur de réseau mobile ouvert au public s'inscrit, d'une part, dans le cadre général attaché à l'activité d'opérateur et, d'autre part, dans le cadre de l'autorisation individuelle d'utilisation de fréquences qui lui est délivrée.

2.1 Les droits et obligations liés à l'exercice d'une activité d'opérateur

La société Orange, en tant qu'exploitant de réseau ouvert au public et fournisseur de services de communications électroniques au public, est notamment tenue de respecter les obligations liées à l'exercice d'une activité d'opérateur définies à l'article L. 33-1 et aux articles D. 98-3 à D. 98-13 du CPCE.

2.2 Les droits et obligations liés à l'attribution d'une autorisation

À ces dispositions attachées à l'exercice d'une activité d'opérateur, viennent s'ajouter des droits et obligations attachés à l'autorisation d'utilisation de fréquences.

Le cahier des charges annexé à la présente décision décrit ces droits et obligations, conformément aux dispositions prévues par la décision n° 2015-1404 susvisée s'agissant de La Réunion et conformément aux dispositions de la décision n° 2015-1405 susvisée s'agissant de Mayotte.

Les obligations prévues dans le cahier des charges annexé à la présente décision incluent les conditions minimales d'utilisation des fréquences qui étaient imposées dans les textes d'appel à candidatures ainsi que les engagements qui ont été souscrits par la société Orange dans ses dossiers de candidature. Certaines de ces obligations ont été mises à jour pour être rendues conformes aux

dispositions de la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques.

2.3 Neutralité des fréquences objets de la présente décision

Comme cela a été prévu par les décisions n° 2015-1404 et n° 2015-1405 susvisées, les nouvelles autorisations d'utilisation de fréquences ne sont pas assorties, à compter du 1^{er} décembre 2016, de restrictions quant au type de technologies que les titulaires peuvent déployer.

En revanche, les autorisations d'utilisation de fréquences dans les bandes 1800 MHz et 2,1 GHz qui ont été précédemment attribuées par l'Arcep à la société Orange à La Réunion sont actuellement restreintes aux déploiements de réseau 2G et/ou 3G.

En application du III de l'article 59 de l'ordonnance n° 2011-1012 susvisée et afin d'assurer une bonne gestion des fréquences, notamment pour éviter que la société Orange ne dispose dans la même bande de fréquences de deux autorisations d'utilisation de fréquences soumises à des régimes différents, il apparaît nécessaire de modifier les décisions n° 2006-0141 et n° 2008-0398 susvisées pour lever les restrictions technologiques prévues par les autorisations d'utilisation de fréquences de la société Orange dans les bandes 1800 MHz et 2,1 GHz à La Réunion.

À cet égard, l'Arcep considère qu'aucun des motifs énumérés à l'article L. 42 du CPCE ne s'oppose à la levée de la restriction aux technologies 2G et/ou 3G prévue par les autorisations de la société Orange dans les bandes de fréquences et les territoires mentionnés au précédent paragraphe.

Dès lors, à compter du 1^{er} décembre 2016, la société Orange peut utiliser l'ensemble des fréquences qu'elle est autorisée à utiliser dans les bandes 800 MHz, 1800 MHz, 2,1 GHz et 2,6 GHz à La Réunion et Mayotte, pour exploiter un réseau utilisant des normes autres que le GSM et l'UMTS.

2.4 Redevances

Conformément au décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 modifié, la redevance due au titre de l'utilisation des fréquences dont l'autorisation a été attribuée ou modifiée à compter du 3 février 2016 se compose :

- d'une part fixe, versée annuellement, payable avant le 31 janvier, ou à la date de mise à disposition des fréquences s'agissant d'une nouvelle attribution (terme à échoir) ;
- d'une part variable, versée annuellement. Un acompte provisionnel est versé avant le 30 juin de l'année en cours (terme à échoir). Son montant est corrigé, le cas échéant, de la somme assurant la régularisation de l'exercice précédent.

Ces dispositions s'appliquent aux fréquences attribuées par la présente décision et à celles attribuées par les décisions n° 2006-0141 et n° 2008-0398 susvisées qui sont modifiées par la présente décision.

Décide

Autorisation d'utilisation de fréquences attribuée au titre des décisions n° 2015-1404 et n° 2015-1405 susvisées

Article 1. La société Orange, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 380 129 866 et dont le siège social est situé au 78 rue Olivier de Serres 75505 Paris Cedex 15, est autorisée à utiliser les fréquences qui lui sont attribuées aux articles 2 et 3 de la présente décision pour établir et exploiter un réseau radioélectrique ouvert au public sur les territoires de La Réunion et de Mayotte.

Article 2. Les fréquences attribuées à la société Orange à La Réunion sont les suivantes :

Bande	Fréquences
800 MHz	811 - 821 MHz et 852 - 862 MHz
1800 MHz	1710 - 1713 MHz et 1805 - 1808 MHz
2,1 GHz	1935,3 - 1940,3 MHz et 2125,3 - 2130,3 MHz
2,6 GHz	2520 - 2540 MHz et 2640 - 2660 MHz

Tableau 1 : Fréquences attribuées à la société Orange à La Réunion

Article 3. Les fréquences attribuées à la société Orange à Mayotte sont les suivantes :

Bande	Période	Fréquences
800 MHz	à partir du 22 novembre 2016	811 - 821 MHz et 852 - 862 MHz
1800 MHz	du 22 au 24 novembre 2016	1730 - 1742,1 MHz et 1825 - 1837,1 MHz
	à partir du 25 novembre 2016	1730 - 1750 MHz et 1825 - 1845 MHz
2,1 GHz	à partir du 22 novembre 2016	1935,3 - 1950,1 MHz et 2125,3 - 2140,1 MHz
2,6 GHz	à partir du 22 novembre 2016	2520 - 2535 MHz et 2640 - 2655 MHz

Tableau 2 : Fréquences attribuées à la société Orange à Mayotte

Article 4. L'autorisation d'utilisation de fréquences mentionnée à l'article 1^{er} prend effet à compter de la date de la présente décision, pour une durée de vingt ans. Un an au moins avant la date de son expiration, seront notifiés au titulaire les conditions du renouvellement de son autorisation ou les motifs d'un éventuel refus de renouvellement.

Article 5. L'autorisation d'utilisation de fréquences mentionnée à l'article 1^{er} est notamment soumise au respect par le titulaire des conditions prévues par le cahier des charges annexé à la présente décision.

Article 6. Les modifications des éléments constitutifs des dossiers de demande concernant l'autorisation d'utilisation de fréquences mentionnée à l'article 1^{er}, et en particulier celles concernant le capital du titulaire de l'autorisation, sont communiquées sans délai à l'Arcep afin de vérifier leur compatibilité avec les conditions de l'autorisation.

Modification des autorisations d'utilisation de fréquences déjà attribuées

Article 7. Le tableau relatif à la bande 1800 MHz qui figure à l'article 2 de la décision n° 2006-0141 du 31 janvier 2006 modifiée est remplacé par le tableau suivant :

«

Zone	Fréquences
Département de La Réunion	1713 - 1730 MHz et 1808 - 1825 MHz

»

Article 8. Dans le paragraphe 1.1 de l'annexe 2 de la décision n° 2006-0141 du 31 janvier 2006 modifiée, avant l'alinéa : « La société Orange communique à l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes, à sa demande, les normes auxquelles répondent les équipements qu'elle utilise. », il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« À partir du 1^{er} décembre 2016, le titulaire peut également établir et exploiter commercialement un réseau radioélectrique ouvert au public utilisant d'autres normes dans les fréquences qui lui sont attribuées dans la bande 1800 MHz. »

Article 9. Le paragraphe 3 de l'annexe 2 de la décision n° 2006-0141 du 31 janvier 2006 modifiée est remplacé par le paragraphe suivant :

« 3. Charges financières : redevances d'utilisation des fréquences

La redevance due au titre de l'utilisation des fréquences par le titulaire est prévue par les dispositions du décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 modifié. »

Article 10. L'article 2 de la décision n° 2008-0398 du 27 mars 2008 modifiée est remplacé par un article 2 ainsi rédigé :

« Les fréquences attribuées à la société Orange sont les suivantes :

Dans la bande 2,1 GHz :

Zone	Fréquences
Département de La Réunion	1940,3 - 1950,1 MHz et 2130,3 - 2140,1 MHz

Tableau 1 : Fréquences de la bande 2,1 GHz attribuées à la société Orange à La Réunion »

Article 11. Dans le paragraphe 1.1 de l'annexe de la décision n° 2008-0398 du 27 mars 2008 modifiée, l'alinéa : « Le réseau déployé doit être conforme à une ou plusieurs normes d'interface radio terrestre de la famille IMT-2000. » est supprimé à compter du 1^{er} décembre 2016.

Article 12. Le paragraphe 3.1 de l'annexe de la décision n° 2008-0398 du 27 mars 2008 modifiée est remplacé par le paragraphe suivant :

« 3.1. Redevances d'utilisation des fréquences

La redevance due au titre de l'utilisation des fréquences par le titulaire est prévue par les dispositions du décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 modifié. »

Modalités d'exécution de la présente décision

Article 13. Le directeur général de l'Arcep est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera, avec son annexe, notifiée à la société Orange et publiée sur le site internet de l'Arcep.

Fait à Paris, le 22 novembre 2016

Le Président

Sébastien SORIANO

Annexe à la décision n° 2016-1524

Cahier des charges précisant les conditions d'utilisation des fréquences attribuées au titre de l'article 1^{er} de la présente décision

1 Conditions d'utilisation des fréquences

Le titulaire de l'autorisation mentionnée à l'article 1^{er} de la présente décision (ci-après « la présente autorisation ») a le droit d'utiliser les fréquences attribuées dans le respect des conditions décrites ci-dessous.

1.1 Conditions techniques d'utilisation

Le titulaire est autorisé à établir et exploiter commercialement sur les territoires respectifs de La Réunion et de Mayotte un réseau radioélectrique ouvert au public utilisant les normes GSM et UMTS dans les fréquences qui lui sont attribuées par la présente décision.

À partir du 1^{er} décembre 2016, le titulaire peut également établir et exploiter commercialement un réseau radioélectrique ouvert au public utilisant d'autres normes dans ces mêmes fréquences.

Avant le 1^{er} décembre 2016, le titulaire a néanmoins le droit d'établir un réseau utilisant des normes autres que le GSM et l'UMTS sur le territoire de La Réunion et de Mayotte, sans pouvoir l'exploiter commercialement.

Pour chacune des bandes concernées par la présente autorisation, le titulaire est tenu de respecter les conditions techniques d'utilisation des fréquences prévues par les décisions suivantes :

Bande de fréquences	Décisions fixant les conditions techniques d'utilisation de la bande
800 MHz	Décision 2010/267/CE de la Commission européenne Décision n° 2011-0599 de l'Arcep, modifiée par la décision n° 2014-1370 de l'Arcep
1800 MHz	Décision 2009/766/CE de la Commission européenne modifiée par la décision 2011/251/UE
2,1 GHz	Décision 2012/688/UE de la Commission européenne
2,6 GHz	Décision 2008/477/CE de la Commission européenne Décision n° 2011-0597 de l'ARCEP, modifiée par la décision n° 2014-1371 de l'Arcep

Tableau 3 : Conditions techniques d'utilisation des fréquences

1.2 Coordination aux frontières

Le titulaire est tenu de respecter les accords internationaux, ainsi que les accords de coordination aux frontières conclus avec les pays limitrophes de la France. Ces accords peuvent restreindre l'exploitation des fréquences au voisinage des frontières.

Ces accords sont disponibles auprès de l'Agence nationale des fréquences¹.

1.3 Procédures auprès de l'Agence nationale des fréquences

L'autorisation d'utilisation de fréquences délivrée par l'Arcep ne dispense pas le titulaire d'obtenir l'accord de l'Agence nationale des fréquences préalablement à l'implantation de stations radioélectriques lorsque cet accord est requis conformément à l'article L. 43 du CPCE, dans les conditions prévues au 5° de l'article R. 20-44-11 du même code. À cet égard, le titulaire transmet la demande directement à l'Agence nationale des fréquences.

De même, le titulaire adresse directement à l'Agence nationale des fréquences les demandes d'inscription des assignations de fréquences qui le concernent aux fichiers national et international des fréquences, conformément au 4° de l'article R. 20-44-11 du CPCE.

1.4 Cession d'autorisations et mise à disposition des fréquences

1.4.1 Cession d'autorisation d'utilisation de fréquences

Les conditions et modalités des cessions d'autorisations d'utilisation de fréquences sont définies par l'article L. 42-3 du CPCE et l'arrêté pris pour son application ainsi que par les articles R. 20-44-9-1 à R. 20-44-9-12 du même code.

En particulier, tout projet de cession sera soumis à l'approbation préalable de l'Arcep qui pourra le refuser pour l'un des motifs énoncés à l'article R. 20-44-9-5 du CPCE qui prévoit notamment l'atteinte portée aux conditions de concurrence effective pour l'accès au spectre radioélectrique ou son utilisation.

1.4.2 Mise à disposition de fréquences à un tiers

En application du régime de la domanialité publique, le titulaire d'une autorisation d'utilisation de fréquences peut mettre à disposition à un tiers – c'est à dire louer – tout ou partie des fréquences objets de l'autorisation, en vue de leur exploitation par celui-ci.

La mise à disposition peut porter sur la totalité ou sur une partie seulement des droits d'utilisation des fréquences relatifs aux composantes géographique (une partie de la zone), spectrale (une partie des fréquences) et temporelle (une partie de la période d'autorisation).

Les droits et obligations prévus par l'autorisation d'utilisation de fréquences continuent de s'appliquer au titulaire de l'autorisation, qui reste seul responsable devant l'Arcep de leur respect.

Tout projet de mise à disposition doit être soumis à l'approbation préalable de l'Arcep, affectataire des fréquences concernées, qui l'appréciera au regard des objectifs définis à l'article L. 32-1 du CPCE. L'Arcep vérifiera que le projet de mise à disposition ne conduit notamment pas à porter atteinte aux conditions de concurrence effective et loyale pour l'accès au spectre radioélectrique ou son utilisation.

Le titulaire informe l'Agence nationale des fréquences de cette mise à disposition et lui transmet les coordonnées du bénéficiaire de la mise à disposition.

¹ <http://www.anfr.fr/international/coordination/>

1.5 Utilisation effective des fréquences et bilan des besoins en ressources

Le titulaire doit utiliser de manière effective et efficace les fréquences qui lui sont attribuées.

Un bilan des besoins en fréquences du titulaire et de l'utilisation efficace de celles-ci sera réalisé sur demande de l'Arcep et *a minima* aux échéances suivantes :

- le 30 juin 2020 ;
- le 30 avril 2025 ;
- le 30 avril 2030.

1.6 Conditions de concurrence effective entre les opérateurs

Afin d'assurer des conditions de concurrence effective entre les opérateurs de réseaux mobiles, dont le nombre est limité en raison de la rareté des fréquences, le titulaire ne peut pas détenir sur un même territoire, et pour chaque bande, des quantités de fréquences supérieures à celles prévues par le tableau ci-dessous.

Bande de fréquences	Quantité maximale
800 MHz (791 - 821 MHz et 832 - 862 MHz)	10 MHz duplex
900 MHz (880,1 - 914,9 MHz et 925,1 - 959,9 MHz)	12,5 MHz duplex
1800 MHz (1710 - 1785 MHz et 1805 - 1880 MHz)	25 MHz duplex
2,1 GHz (1920,3 - 1979,7 MHz et 2110,3 - 2169,7 MHz)	20 MHz duplex
2,6 GHz (2500 - 2570 MHz et 2620 - 2690 MHz)	25 MHz duplex

Tableau 4 : Quantités maximales de fréquences

Ces quantités maximales s'appliquent de manière conjointe au titulaire et à d'autres titulaires auxquels il serait lié, le cas échéant, par au moins l'une des relations suivantes :

- le titulaire exerce une influence déterminante, directement ou indirectement, sur un autre titulaire de fréquences ;
- une même personne physique ou morale exerce une influence déterminante, directement ou indirectement, sur le titulaire ainsi que sur un ou plusieurs autres titulaires de fréquences.

2 Obligations relatives au déploiement et à la qualité de services

Le titulaire est soumis aux obligations précisées ci-dessous.

2.1 Définition de la notion de couverture

Les obligations de déploiement auxquelles est soumis un titulaire de fréquences sont définies sur la base de deux types de services :

- la fourniture d'un service téléphonique ;
- la fourniture d'un accès mobile à très haut débit.

Un accès mobile à très haut débit est défini comme un accès fourni par un équipement de réseau mobile permettant un débit maximal théorique pour un même utilisateur d'au moins 60 Mbit/s dans le sens descendant. La notion de réseau mobile est comprise au sens d'un réseau du « service mobile » tel que défini par l'Union internationale des télécommunications, pouvant être utilisé pour la fourniture d'un accès qu'il soit mobile, nomade ou fixe.

Le réseau mobile à très haut débit du titulaire correspond au réseau fournissant, par l'utilisation de fréquences du titulaire, un service téléphonique et un accès mobile à très haut débit.

Pour le contrôle des obligations de déploiement, la zone de couverture du titulaire correspond à la partie du territoire dans laquelle le service concerné est disponible dans au moins 95% des tentatives de connexion. Cette disponibilité est assurée à l'extérieur des bâtiments, elle est effective 24 heures sur 24 notamment aux heures chargées et elle est vérifiée conformément aux dispositions de la partie 2.3 du présent document.

2.2 Obligations de déploiement

2.2.1 Obligations de déploiement à La Réunion

Conformément aux obligations minimales de déploiement prévues par la décision n° 2015-1404 susvisée ou, le cas échéant, aux engagements supérieurs qu'il a souscrits dans son dossier de candidature, le titulaire est tenu de fournir un service téléphonique et un accès mobile à très haut débit à la population de La Réunion dans des proportions respectant les valeurs minimums ci-dessous pour les dates d'échéance suivantes :

Date	22 novembre 2018	22 novembre 2022	22 novembre 2026
Proportion de la population de La Réunion	99,2%	99,6%	99,6%

Tableau 5 : Obligations de déploiement à La Réunion

Le titulaire satisfait ses obligations de déploiement par l'utilisation des fréquences qui lui sont attribuées dans le cadre de la présente autorisation et, le cas échéant, d'autres fréquences dont il serait par ailleurs titulaire.

2.2.2 Obligations de déploiement à Mayotte

Conformément aux obligations minimales de déploiement prévues par la décision n° 2015-1405 susvisée ou, le cas échéant, aux engagements supérieurs qu'il a souscrits dans son dossier de candidature, le titulaire est tenu de fournir un service téléphonique et un accès mobile à très haut débit à la population de Mayotte dans des proportions respectant les valeurs minimums ci-dessous pour les dates d'échéance suivantes :

Date	22 novembre 2018	22 novembre 2022	22 novembre 2026
Proportion de la population de Mayotte	99%	99%	99%

Tableau 6 : Obligations de déploiement à Mayotte

Le titulaire satisfait ses obligations de déploiement par l'utilisation des fréquences qui lui sont attribuées dans le cadre de la présente autorisation et, le cas échéant, d'autres fréquences dont il serait par ailleurs titulaire.

2.3 Informations liées à la couverture et à la qualité des services mobiles fournis par le titulaire

2.3.1 Respect des obligations de déploiement

Afin de permettre la vérification du respect des obligations de déploiement décrites dans les parties 2.2.1 et 2.2.2, le titulaire transmet à l'Arcep, à sa demande et au moins à chacune des échéances (22 novembre 2018, 22 novembre 2022 et 22 novembre 2026), les informations relatives au

déploiement de son réseau mobile à un niveau suffisamment fin pour rendre compte des diversités géographiques et démographiques. Ces informations comprendront *a minima* une version électronique, exploitable dans un système d'information géographique, des cartes de couverture du réseau déployé par l'opérateur.

Ces cartes peuvent faire l'objet d'enquêtes sur le terrain. Dans ce cas, la méthodologie de mesure est définie par l'Arcep et le titulaire prend en charge financièrement la réalisation de ces mesures sur son réseau.

2.3.2 Information du consommateur relative à la couverture

Le titulaire rend publiques les informations relatives à la couverture du territoire par ses services conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

Ces informations peuvent faire l'objet de mesures de vérification sur le terrain sur des zones déterminées par l'Arcep en fonction de la couverture annoncée par le titulaire, selon une périodicité définie par l'Arcep et proportionnée au regard des objectifs poursuivis.

Le titulaire prend en charge financièrement la réalisation de ces mesures sur son réseau.

Les conditions de réalisation de ces mesures de terrain sont celles décrites, à la date de la présente décision, dans la décision n° 2014-0387 en date du 25 mars 2014 relative aux référentiels communs de mesure de la couverture en téléphonie mobile et en accès à internet en situation mobile et aux modalités de vérification de la validité des cartes de couverture publiées, prise en application des articles L. 33-1, L. 36-6 et D. 98-6-2 du CPCE. Ces dispositions sont susceptibles d'évolution, en application du 7° de l'article L. 36-6 du CPCE, visant à accroître la richesse et la périodicité de l'information rendue publique par le titulaire.

2.3.3 Mesure de la qualité de service

Le titulaire prend en charge financièrement la réalisation de mesures de la qualité des services mobiles qu'il commercialise, qui sont réalisées conformément à une méthodologie et selon une périodicité définie par l'Arcep. Les résultats des enquêtes sont publiés selon un format défini par l'Arcep.

3 Obligations en matière de stimulation du marché

3.1 Obligations en matière de stimulation du marché à La Réunion

Conformément aux engagements qu'il a souscrits dans son dossier de candidature, le titulaire est tenu de commercialiser à La Réunion, les offres suivantes :

[SDA]

Tableau 7 : Description des offres commerciales et délais de commercialisation à La Réunion

3.2 Obligations en matière de stimulation du marché à Mayotte

Conformément aux engagements qu'il a souscrits dans son dossier de candidature, le titulaire est tenu de commercialiser à Mayotte, les offres suivantes :

[SDA]

Tableau 8 : Description des offres commerciales et délais de commercialisation à Mayotte

4 Obligations en matière d'emploi et d'investissement

4.1 Obligations en matière d'emploi et d'investissement à La Réunion

Conformément aux engagements qu'il a souscrits dans son dossier de candidature, le titulaire est tenu d'employer pour l'établissement et l'exploitation du réseau utilisant les fréquences qui lui sont attribuées à La Réunion au titre de la présente autorisation, le nombre minimum d'employés directs indiqué dans le tableau suivant :

année	2016	2017	2018	2019	2020
Nombre d'emplois directs	318	321	321	321	323

Tableau 9 : Nombre minimum d'emplois directs au 31 décembre de l'année concernée pour l'établissement et l'exploitation du réseau mobile à La Réunion

Le titulaire est tenu de maintenir pour la période 2016-2020 un budget de formation annuel d'au moins [SDA] de la masse salariale représentant [SDA] euros par personne.

Le titulaire est tenu d'investir pour l'établissement et l'exploitation du réseau utilisant les fréquences qui lui sont attribuées à La Réunion au titre de la présente autorisation un montant total d'au moins [SDA] euros sur la période 2016-2020.

4.2 Obligations en matière d'emploi et d'investissement à Mayotte

Conformément aux engagements qu'il a souscrits dans son dossier de candidature, le titulaire est tenu d'employer pour l'établissement et l'exploitation du réseau utilisant les fréquences qui lui sont attribuées à Mayotte au titre de la présente autorisation, le nombre minimum d'employés directs indiqué dans le tableau suivant :

année	2016	2017	2018	2019	2020
Nombre d'emplois directs	20	21	21	21	22

Tableau 10 : Nombre minimum d'emplois directs au 31 décembre de l'année concernée pour l'établissement et l'exploitation du réseau mobile à Mayotte

Le titulaire est tenu de maintenir pour la période 2016-2020 un budget de formation annuel d'au moins [SDA] de la masse salariale représentant [SDA] euros par personne.

Le titulaire est tenu d'investir pour l'établissement et l'exploitation du réseau utilisant les fréquences qui lui sont attribuées à Mayotte au titre de la présente autorisation un montant total d'au moins [SDA] euros sur la période 2016-2020.

5 Charges financières : redevance d'utilisation des fréquences

La redevance due au titre de l'utilisation des fréquences par le titulaire est prévue par les dispositions du décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 modifié.